

le quotidien du peuple

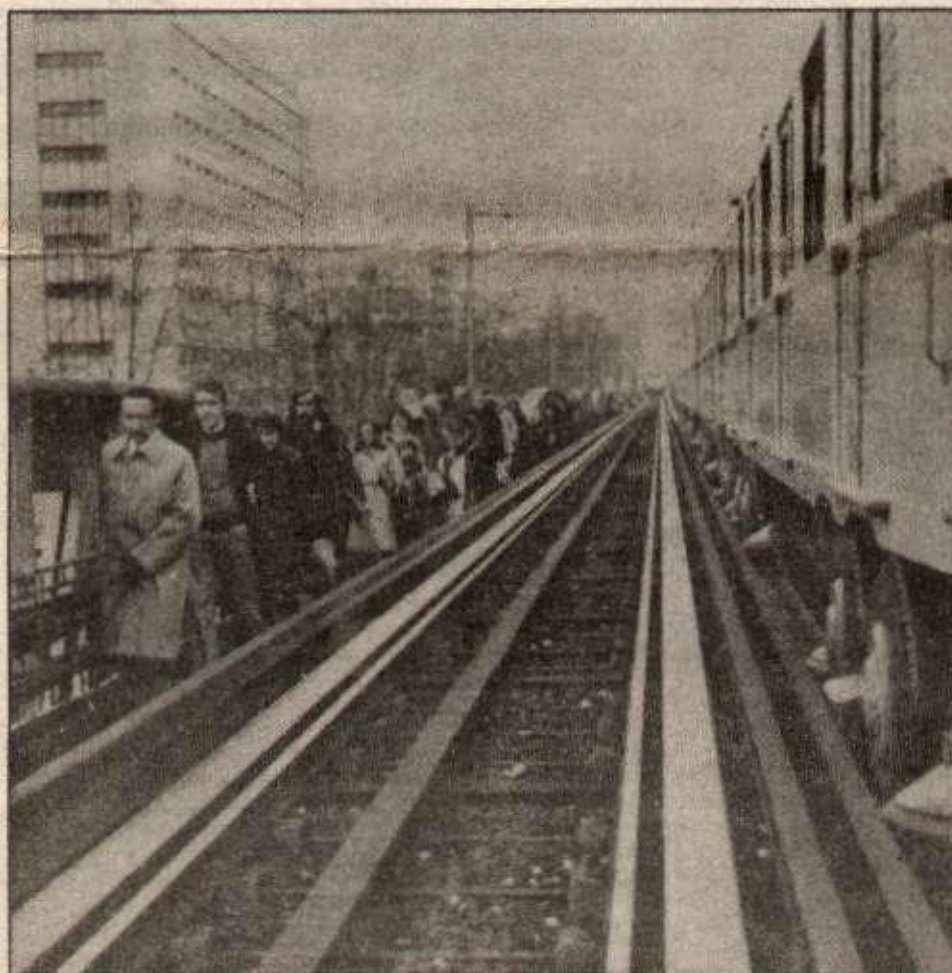
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 11 JANVIER 1979 — N°829 I

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

A EDF, on a des idées 7% d'augmentation des tarifs



EDF : les pannes, les délestages... et puis les hausses

7% de hausse sur l'électricité, c'est ce qui est annoncé à peu près officiellement depuis mardi ! Voilà où on voulait en venir, voilà la solution trouvée aux multiples problèmes que la vague de froid a révélés plus crûment, après la grande panne du 19 décembre. Encore que, paraît-il, on ne s'en est pas si mal sorti, puisqu'il n'y a pas eu de nouvelle panne ! Tout de même, pour plus de précaution, on décide au ministère de signer des contrats avec des entreprises privées produisant de l'électricité, pour passer le cap difficile des heures de pointes. Au prix fort bien sûr, puisque ces kilowatts sont achetés par EdF plus cher qu'elle ne les facture ensuite. Encore une belle affaire pour ces industriels, encore une hausse qui sera supportée par les travailleurs. Ainsi, la vague de froid sera utilisée jusqu'au bout pour accélérer le programme nucléaire et pour faire rentrer davantage d'argent dans les caisses de l'État et des trusts ! Sans parler des risques que constituent ces tentatives de privatisation, en particulier sur la garantie de l'emploi, pour le personnel EdF.

Lire en page 4

RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION

- Contre l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS
- Soutien total au peuple cambodgien, contre l'agression
- Indépendance pour le Cambodge

Mercredi 10 janvier
à 18 h 30

devant la gare Montparnasse

A l'appel du PCML, de l'OCF(ml),
du PCR ml

Norodom Sihanouk va dénoncer l'agression vietnamienne à l'ONU

La Roumanie condamne
l'intervention
vietnamienne
au Cambodge

Lire en page 6

ITALIE :

Des fascistes mitraillent une radio libre cinq femmes blessées

Mardi matin 10 h. L'émission des femmes vient de commencer dans le studio de Radio Citta Futura à Rome. Brusquement, la porte s'ouvre ; des hommes surgissent mitraillettes et cocktails Molotov au poing. Des rafales crépitent : 5 femmes tombent ; l'une d'elles est gravement brûlée. Le commando s'acharne sur le matériel, détruit tout. Un peu après par un coup de téléphone à un journal, des fascistes revendiquent l'agression.

La peste brune connaît un regain d'exaction en ce moment. Elle peut d'autant s'y livrer tranquillement qu'elle n'est guère inquiétée. La manifestation de protestation, elle, a été interdite !

Lire en page 8

Grève générale vendredi à Longwy

Vendredi 12, les syndicats appellent à une journée de grève générale en Lorraine. Il ne fait pas de doute que les travailleurs lorrains des différentes branches professionnelles se saisiront de cette occasion pour se regrouper autour des milliers de sidérurgistes frappés par le chômage et manifester leur colère.

Des quatre départements lorrains, des centaines d'autobus amèneront les milliers de travailleurs à Metz, point de rassemblement où la manifestation démarrera à 15 h. Aux premiers rangs, ceux de Longwy, les plus touchés... et les plus combattifs.

Le Quotidien du Peuple

16 pages le samedi

Dans le premier
numéro de cette fin
de semaine

Débat : faut-il ou non
participer aux journées
d'action de 24 heures ?

Chine : ce que disent
les manifestants
de Tien An Men

Correspondance exclusive
de Pékin

Ils se réunissent jeudi
pour un débat politique général

L'ECHINE SOUPLE DES DEPUTES RPR

● Les parlementaires du RPR se réunissent jeudi pour un débat de «politique générale». Ce débat fait suite aux remous suscités pendant le mois de décembre par «l'appel de Cochin» lancé par Chirac, et qui avait profondément mis en émoi les députés de son mouvement.

Etre député RPR procure certes des avantages, mais exige d'avoir l'échine souple. Toutes les péripéties de la vie politique française en apportent la preuve. Ainsi ce mois de décembre qui vient de s'écouler : depuis le début de la session budgétaire, le groupe RPR ronronnait dans une attitude confortable : critique à l'égard du gouvernement, ce qui permet d'être à l'aise dans les circonscriptions, mais vote tout ce que ce même gouvernement propose, ce qui permet d'être à l'aise dans l'hémicycle en évitant toute crise gouvernementale. Or voilà que de son lit à l'hôpital Cochin, Chirac publie un virulent appel qui

vilipende Giscard en des termes peu amènes. Finie la tranquillité. Certains députés RPR, une majorité, voient d'un bon œil le déclenchement des hostilités. D'autres émettent des réserves, mais s'abstiennent d'en faire état trop ouvertement. Le vent de fronde qui flotte sur le plus important groupe parlementaire provoque l'adoption d'un projet de loi interdisant l'utilisation de fonds européens pour la campagne électorale de juin. L'adoption du projet se fait contre l'avis du gouvernement, et par la conjonction des voix du RPR et du PCF. Cette fois, ça y est, la bataille est commencée.

Pas du tout. Chirac fait savoir au lendemain de ce vote que la trêve parlementaire est prolongée, jusqu'en juin prochain. Les députés RPR sont priés de s'écarter à nouveau. Les remous suscités par la virulence des propos antigiscardiens de Chirac liés à la gêne des députés, va permettre une offensive de ceux qui, au RPR, critiquent la direction de Chi-

rac. C'est l'épisode Peyrefitte, largement téléguidé par l'Elysée. Dans la confusion, à la fin du mois de décembre, Peyrefitte est exclu, pour 6 mois, du RPR. Et aux députés qui s'interrogent, on promet en janvier un débat de politique générale, une discussion de fond, enfin, sur les vrais problèmes, en quelque sorte. Les députés RPR peuvent partir en vacances la conscience tranquille, en attendant ce jeudi 11 janvier. Las, on vient d'apprendre que Chirac ne sera pas présent à ce débat. Curieusement, la rééducation de sa jambe brisée est plus longue que prévu. Les députés RPR pourront donc abondamment discuter, celui qui dirige d'une main de fer le RPR ne sera pas présent pour les écouter. Un coup pour rien.

Il reste que les députés pourront préparer la prochaine session parlementaire dans de bonnes conditions : ils tiendront un «stage» d'une dizaine de jours à la fin du mois de février... à la Guadeloupe.

Sur fond
de manœuvres politiques,

LE GOUVERNEMENT SAUPOUDRE DES MESURES EN FAVEUR DES REGIONS

● Le Conseil des ministres de la semaine prochaine, mercredi 17 janvier, examinera un «programme d'ensemble» en faveur de la région Nord, plan préparé par le Premier ministre sur la demande de Giscard. Ainsi sera concrétisée la visite effectuée lundi dernier par Pierre Mauroy à l'Elysée.

Pendant que le président du conseil régional du Nord s'entretenait avec Giscard, un délégué à l'aménagement du territoire tenait une conférence de presse à Bordeaux. Il présentait les grandes lignes d'un plan de renouveau de l'Aquitaine. Ce plan avait été réclamé par Chaban-Delmas, président du conseil régional, au mois de mai dernier. Le plan présenté s'articule autour de 76 mesures, et coûtera un total de 144 millions de francs.

Dans le même temps, Pierre Messmer, président du conseil régional de Lorraine, annonçait au cours d'une session du conseil qu'il avait demandé rendez-vous au président de la République pour lui plaider le dossier... d'un plan d'aide régional.

Tous ces plans sont justifiés, dans la mesure où ils

sont censés venir en aide à des régions particulièrement touchées : le Nord et la Lorraine, qui subissent de plein fouet les conséquences des licenciements dans la sidérurgie, et l'Aquitaine, qui va devoir faire face aux conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Plusieurs remarques sont cependant nécessaires : d'abord, il faut s'interroger sur l'efficacité et la réalité de tels plans. Ainsi le fameux plan Vosges, destiné à pallier aux conséquences des licenciements de Boussac, est-il en train de s'enliser dans les marais de la procédure, sans que rien de concret n'ait à ce jour été réalisé.

Ensuite il faut constater que la pratique de tels plans est à l'exact opposé d'une politique consciente d'aménagement du territoire, dont la bourgeoisie se

vante tant. On tue des régions, et après on saupoudre des mesures pour faire croire qu'on se préoccupe du sort des populations. Il faut constater enfin que les mesures prises résultent d'une tactique politique délibérée. Dans le cas du Nord, il s'agit pour Giscard de faire un geste envers un des plus importants dirigeants du PS, dans le sens de l'ouverture. Dans le cas de la Lorraine, il s'agit de mettre les élus de la majorité dans une position un peu plus confortable que celle dans laquelle ils sont, et ce à la veille des élections cantonales. Dans le cas de l'Aquitaine enfin, il s'agit de donner un coup de pouce à la réélection à la tête du conseil régional de Chaban. Celui-ci est en effet en difficulté dans un conseil où la majorité théorique est à gauche.

Ainsi donc, au-delà de mesures peu efficaces, le développement de la tactique des «plans d'aide régionaux» est avant tout un nouvel instrument de manœuvre politique pour Giscard.



Mousel, secrétaire national du PSU, se penchant sur les épineux problèmes de l'avenir du PSU.

● Le PSU tient son Congrès ce week-end dans une situation de crise militante importante, contrecoup direct de l'échec de la gauche aux législatives. Alors que l'opération Rocard séduit une partie des militants de ce parti, il lui sera probablement très difficile de redresser la situation qu'il connaît actuellement.

Le PSU avait pu constituer, dans les années suivantes mai 1968, une force ralliant, sur des bases floues, une partie de ceux qui souhaitaient engager le mouvement populaire ailleurs que dans les impasses des partis de gauche. Il se trouve aujourd'hui affaibli par des scissions successives dont celle de Rocard qui a entraîné avec lui, en 1974, le tiers des militants, et plus récemment, une partie du courant «communiste autogestionnaire» qui, en 1977, a contribué à former les CCA.

Dans la période pré-électorale, le PSU avait été amené à préciser sa position face aux partis de gauche. Dans le cadre de la querelle entre PCF et PS, il s'était rapproché nettement des thèmes du PCF, notamment sur la question des nationalisations, pour déclarer que le PCF prenait davantage en compte les revendications des travailleurs... et se féliciter de la conversion aussi subite que pré-électorale du PCF à l'autogestion. Ce rapprochement s'était concrétisé par le soutien accordé par le PCF

à deux de ses candidats au premier tour. Cette opération, qui n'avait pas été du goût de tous les militants, avait d'ailleurs abouti à un échec, les voix du PCF s'étant fort mal reportées sur ces candidats.

LES CONSÉQUENCES DE L'ECHEC DE LA GAUCHE

La direction du PSU avait beaucoup misé sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, prônant dans cette éventualité l'application d'une stratégie de «débordement» des partis de gauche. Ceci, sans prendre en compte les dangers spécifiques qu'aurait représentés la venue du PCF au gouvernement, et l'utilisation qu'il aurait pu faire à son profit d'un mouvement populaire pour «déborder»

11^e Congrès du PSU

UNE CRISE QUI REFLETE CELLE DE LA GAUCHE

ses alliés. Il est vrai que la critique adressée aux partis de gauche ne portait pas tant sur le fond de leurs projets politiques que sur le caractère d'accord «au sommet» du programme commun. Le PSU se proposait de fait de relayer «à la base» l'action au sommet des deux grands partis de gauche.

L'échec de la gauche a causé une profonde désorientation dans le PSU, comme dans cette partie de l'extrême-gauche qui avait fondé tous ses espoirs sur le succès de la gauche. Dans la période qui a suivi les élections, une hémorragie de militants s'est produite, et a débouché sur une crise financière. De surcroît, l'opération lancée par Rocard au sein du PS trouvait une audience chez certains militants. La mise en avant par Rocard de thèmes sur le développement de la vie associative, sur la réduction du rôle de l'Etat dans la société était susceptible de rejoindre les thèmes autogestionnaires.

LES COURANTS QUI S'AFFRONTENT

Le Congrès du PSU verra s'affronter trois courants principaux :

1. Le courant de la direction sortante, autour du secrétaire national Mousel, qui ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Ce courant refuse les thèses tant de Rocard (qualifiées de «vaste entreprise de gestion de la période d'instabilité imposée au capitalisme par la crise»), que celles du PCF et du Ceres, qui «projetent une alliance avec les fractions les plus rétrogrades de la bourgeoisie sur des bases explicitement nationalistes». Ce courant prétend instaurer un débat avec les militants des partis de gauche, tout en maintenant l'autonomie du PSU. Ses propositions restent par ailleurs bien floues.

2. Le courant Hercet-Gollet insiste sur la nécessité du débat «auprès de ceux qui se situent dans la perspective autogestionnaire : CFTD, rocardiens, mi-

noritaires du CERES, animateurs de mouvements sociaux». Les tenants de ce courant n'excluent pas de passer des «compromis nécessaires» avec les rocardiens.

3. Le «courant autogestionnaire» se situe dans une analyse qui voit la division essentielle de la société entre «compétents» (cadres, travailleurs qualifiés) et «exécutants». Ce courant entend que le PSU devienne le parti des «exécutants» et se démarque plus nettement du PS, caractérisé comme parti des «compétents». Ce courant émet vis-à-vis des partis de gauche, des critiques plus vives que les deux courants précédents.

Telles sont les tendances principales qui se disputent la direction du PSU. En simplifiant, car des textes individuels ou émanant de petits groupes ont également été versés au débat. C'est bien autour de l'attitude vis-à-vis des partis de gauche que s'affronteront les congressistes.

François NOLET

Contre le chômage



Carte postale éditée par la CFDT pour soutenir la lutte des sidérurgistes.

GREVE GENERALE EN LORRAINE LE 12 JANVIER

La journée de grève générale appelée par les syndicats en Lorraine le vendredi 12 sera certainement l'occasion d'une importante mobilisation des travailleurs lorrains. Il s'agit d'un appel interprofessionnel pour les quatre départements de la région. Il ne devrait donc pas y avoir beaucoup de monde dans les boîtes vendredi prochain. L'après-midi, une manifestation est convoquée à 15 heures à Metz. De toute la Lorraine, des bus convergeront vers Metz pour amener des milliers d'ouvriers qui viendront crier leur colère contre le chômage qui frappe massivement leur région ; ils affirmeront une fois de plus leur volonté de « vivre et travailler au pays ».

Cette initiative de grève générale en Lorraine répond assurément à la volonté de nombreux travailleurs de porter la lutte au niveau régional. C'est ce qui explique l'impact que l'on peut d'ores et déjà prévoir en ce qui concerne la participation à cette action. Pourtant, tout n'a pas toujours été pleinement fait pour mobiliser largement. Dans la région de Thionville par exemple, la mobilisation n'a démarré en fait que mardi. En Moselle, des

syndicalistes n'étaient pas particulièrement motivés par ce type d'action alors que d'autres, plus directement touchés comme à Hagondange, préparaient activement la journée du 12. A Hayange, la section CFDT a décidé de bloquer la ville toute la journée.

A Longwy, par contre, il est certain que les travailleurs participeront en grand nombre à cette journée : une campagne de sensibilisation a commencé tôt. Par exemple, des militants ont pris l'initiative d'une opération « coup de poings », consistant en une couverture de bâtiments officiels par les mots d'ordre contre le chômage. Ainsi, l'ANPE, l'Hôtel des Impôts et l'UML (chambre de la métallurgie) ont été visés en premier lieu. Sur les murs, on pouvait lire : « SOS Emploi » « UML = usine, machine à licenciement » « Chômage ras-le-bol... »

Les difficultés apparues pour la mise en place du service de bus par les municipalités ne constitueront normalement pas un obstacle majeur. « D'ailleurs, disent de nombreux militants, on les attend au tournant. On verra s'ils nous donnent réellement les moyens pour cette action... »

Evidemment, une fois encore se posera le problème après cette journée : et maintenant, comment poursuit-on l'action ? De ce point de vue, les directions syndicales ne sont guère pressées de proposer des perspectives. Une réunion intersyndicale au niveau des fédérations s'est tenue ce mardi, mais

il n'en est pas ressorti de réelles propositions de lutte.

Mais il est prévu que les sidérurgistes de Longwy défilent en tête de la manifestation vendredi à Metz. Ils ont déjà largement démontré leur combativité...

G.P.

Rencontre des quatre fédérations de la sidérurgie

Les fédérations CGT, CFDT, FO et CGC de la métallurgie se sont rencontrées mardi 9 janvier, pour examiner la situation dans la sidérurgie. Cela ne s'était pas vu depuis dix ans. A l'issue de cette réunion, un texte commun a été rédigé, dont les débouchés immédiats sont plutôt flous. « Les quatre fédérations réaffirment leur soutien aux actions en cours pour la défense de l'emploi, la cinquième équipe, les 35 heures, la retraite à 55 ans. Elles appellent leurs organisations, sous une forme qu'elles détermineront en commun, à mobiliser l'ensemble des salariés ». Elles se rencontreront à nouveau fin janvier. D'ici là, « elles mettront au point ces jours prochains un ensemble d'initiatives s'inscrivant dans la perspective d'une action d'ampleur nationale ».

A propos d'une campagne de calomnies

Mardi soir à Longwy, « Radio SOS Emploi » diffusait au cours de son émission une mise au point sur certains événements survenus le 4 janvier lors de la manifestation de Nancy. Cette mise au point était rendue nécessaire par la campagne qui s'était engagée dans la presse locale au sujet de « détériorations diverses » que des manifestants auraient faites.

En fait, seuls deux véhicules (une voiture et un bus) ont reçu quelques retouches de peinture sur leur carrosserie, ceci parce qu'ils avaient tenté de foncer sur des manifestants. Par ailleurs, des bâtiments bancaires (directement impliqués dans les restructurations comme Paribas ou le Crédit Lyonnais) ont été recouverts de mots d'ordre contre le chômage.

Voilà, c'est tout ! La campagne de dénigrement n'a pour but évidemment que d'essayer de jeter le discrédit sur l'action de ceux qui refusent le chômage et veulent se battre contre les plans de restructurations des barons de l'acier. Etait-il besoin de le préciser ?

Un inspecteur du travail prend partie pour les travailleurs : il est muté

Certains inspecteurs du travail n'acceptent pas de jouer le rôle de répression que veut leur faire tenir la bourgeoisie. Quand ils prennent ouvertement parti pour les travailleurs, ils sont l'objet à leur tour de mesures répressives. C'est ce qui est arrivé à M. Moncharmont, en poste à Marseille et qui était chargé de s'occuper de l'affaire Terrin.

Début septembre, des négociations se déroulaient entre les représentants du personnel de Terrin et les envoyés de Fournier, (considéré alors comme un acheteur potentiel), au sujet de l'entreprise Oliva, sous-traitante de Terrin. Ces négociations portaient sur le dossier comprenant 75 licenciements chez Oliva. Brusquement, le climat se tend : une lettre de M. Moncharmont rappelait les dispositions du code du travail relatives à la continuité du contrat de travail en cas de changement d'employeur et de

réduction d'effectifs.

Immédiatement, le directeur de la main-d'œuvre et de l'emploi désavouait le trop zélé inspecteur. Comme si cela ne suffisait pas, le préfet des Bouches du Rhône se croyait obligé de joindre sa protestation à celle du directeur de la main-d'œuvre.

Courant octobre, M. Moncharmont était dessaisi du dossier et muté dans un obscur service d'archives régionales. Il ne fallait pas que les charrettes de licenciements soulèvent trop de vagues. Ses détracteurs ont eu le front de reprocher à l'inspecteur marseillais sa « position partisane ». L'arrêté qui dessaisissait M. Moncharmont a été pris sans l'avis de la commission paritaire de discipline.

Il y a deux ans, M. Moncharmont avait déjà été muté alors qu'il était en poste à Nice.

Il a déposé un recours devant le tribunal administratif de Marseille.

Montreuil : le siège social de l'AFPA occupé, Boulin veut le transporter à... Bordeaux

Depuis lundi, les 750 salariés du siège social de l'Association Nationale de Formation pour Adultes, sont en grève et occupent les locaux (place de Villiers, à Montreuil). Au départ de ce mouvement, la décision prise par le Ministère du Travail, dont dépend directement le siège, de le déménager à ... Bordeaux. Pourquoi, peut-on se demander, d'autant que l'opération, si elle se réalisait, nécessiterait des investissements énormes (des milliards d'anciens francs). Les syndicalistes font remarquer que d'habitude, il n'y a pas tant d'argent disponible, en particulier pour l'ouverture de nouveaux centres de FPA, et pour l'augmentation des effectifs. Selon leurs estimations, la somme nécessaire à l'opération sur Bordeaux équivaldrait à l'ouverture de 6 centres FPA, avec 120 sections !

Alors, serait-ce une réelle création d'emplois en Aquitaine ? Il ne semble même pas que ce soit le cas, puisque tout au plus, on

arriverait à 150 postes créés. Il est plus vraisemblable que le gouvernement, par ce biais, veuille faire un cadeau à Chaban-Delmas, dans le cadre de l'opération Aquitaine, et que ce geste de grand seigneur soit en rapport avec le rapprochement effectué par Chaban avec Giscard, contre Chirac...

Ce genre de cuisine, qui ne tient pas compte des employés directement concernés par ce transfert, n'est bien sûr pas du goût du personnel. Pour rester à Montreuil, y conserver leur emploi, les employés ont donc décidé d'occuper les locaux. Une série de commissions a été mise en place, la majorité du personnel y participe : qui pour les délégations auprès des multiples autorités, qui pour la popularisation... A ce qui semble, Barre aurait reçu Chaban. Qu'en est-il sorti ? On ne le savait pas mardi soir. Mais ce qu'affirment les employés, c'est qu'elles ne peuvent ni ne veulent partir. C'est pour cela qu'elles sont bien décidées à lutter.

Bois Colombes : SKF occupé

La direction de l'entreprise SKF de Bois-Colombes a confirmé au CE la fermeture de l'usine de Bois Colombes et le licenciement de 539 travailleurs.

A l'appel de la CGT et de la CFDT ceux-ci ont décidé la grève avec occupation pour s'opposer à la fermeture de leur entreprise. Réunis chaque matin ils décident de la suite à leur mouvement.

Vendredi 12 janvier à Longwy MEETING Organisé par le PCR ml

SALLE DE LA MAIRIE A LONGWY - BAS
A 20 HEURES

- Des travailleurs d'Usinor-Thionville, de Sacilor-Sollac, d'Usinor-Longwy viendront témoigner.
- Des sidérurgistes allemands actuellement en grève prendront la parole.
- Des travailleurs immigrés, résidents de la Sonacotra participeront au meeting.
- Des militants du PCF viendront également apporter leur témoignage, notamment sur la lutte à Usinor-Thionville.

Le début du redoux : premier bilan de la lutte contre la neige

EDF ANNONCE UNE HAUSSE DE TARIFS

● Le redoux a commencé, balayant neige et glace, mais avec ses propres conséquences : routes glissantes, crues de rivières et avalanches sont à craindre dans les jours à venir. Après les tableaux apocalyptiques dressés par les radios de la France enneigée, une plus grande discrétion a été d'usage sur les incapacités du plan gouvernemental que la vague de froid a révélé.

Les exemples d'incohérence, d'actions désordonnées, d'incompétences et de manque de moyens sont nombreux :

— Les équipements ont été soit inadaptés, soit sont arrivés sur place longtemps après l'averse... Soit que, l'enneigement ait été sous-estimé dans certains départements (Eure et Loire, Essonne), soit que les grands axes routiers, non déblayés, ne permettaient pas de «livrer» les chasse-neige là où on en avait un besoin urgent (Nord, Pas de Calais). Dans ces deux départements, le manque de chasse-neige puissants s'est fait cruellement sentir, entraînant l'isolement de villages ou même de villes durant certaines journées.

— Côté information, le bilan n'est guère plus brillant. Un exemple : huit trains partent, dans la nuit du 4 au 5 janvier, de la gare d'Austerlitz pour finir leur course entre Etampes et Orléans, bloqués par un convoi immobilisé par les congères. Il était possible d'empêcher le départ de ces trains, mais la SNCF mal informée ou mal organisée, a laissé démarrer les 8 trains, et les voyageurs n'ont rien su avant de se retrouver face aux congères !

La même nuit, on laissait 1 500 voitures s'enliser sur les autoroutes A 6, A 10 et A 11 sur des chaussées rendues impraticables par la tempête de neige. Ces autoroutes n'ont été fermées par la direction de l'équipement que vers 3 heures du matin, alors qu'on savait dès minuit que des voitures étaient immobilisées !

Ces quelques faits pris au hasard parmi des dizaines d'autres ont montré que, derrière le tapage sur la «mobilisation générale contre la neige» fait par les ministres à la radio et à la télé, l'improvisation a souvent dominé, l'incohérence aussi !

HAUSSE DE L'ELECTRICITE

Une chose semble cependant avoir été assez bien orchestrée par contre : la campagne de sensibilisation aux «problèmes» EDF. Belle occasion de relativiser la grande

panne en montrant que, malgré les intempéries, EDF s'en sortait tout de même ! Bonne occasion aussi pour permettre à Monory d'annoncer mardi une hausse prochaine du coût du Kwh électrique facturé à l'usager : on parle de 5 à 7 % dans les couloirs !

Autre manœuvre qui se prépare : la remise en cause par la bande du monopole d'EDF. Dans une déclaration faite mardi, Giraud a laissé entendre qu'EDF pourrait signer des contrats avec des industriels producteurs d'électricité pour passer le cap difficile des heures de pointe. Actuellement la production électrique est assurée aux trois quarts par EDF et pour un quart par des entreprises publiques comme les Charbonnages de France ou la SNCF ou des privés comme Peugeot ou Pechiney. Ces usines disposent de leurs propres centrales électriques, fabriquent leur énergie et disposent de groupes permettant de pallier aux conséquences d'une panne.

Giraud estime que les contrats avec le privé permettraient de récupérer jusqu'à 10 % de puissance aux heures de pointe, les jours «critiques». Des mégawatts qui seraient bien entendu achetés — Giraud ne l'a pas précisé — à prix fort aux entreprises. Dans les quelques cas où EDF a dû acheter au privé, elle a payé le Kwh 35 centimes, alors qu'elle le revend 31 à 32 centimes à l'abonné !

En dehors des arguties techniques d'EDF, il semble surtout que le pouvoir, à la faveur de l'hiver, veuille accélérer non seulement le programme nucléaire, mais aussi tenter une première remise en cause du monopole d'EDF, au profit de certains trusts, projet en l'air depuis plusieurs années. Il devrait trouver une certaine opposition du côté des directions syndicales, très attachées au maintien du caractère nationalisé de la production électrique. Pour les travailleurs, les menaces actuelles risquent de se solder à court terme par la hausse importante de l'électricité.

— Les profits seront accrus pour les trusts, en particulier ceux du nucléaire.

L'explosion du Bételgeuse

LE NAVIRE ÉTAIT DÉJÀ A L'AMENDE EN 1977 POUR MAUVAIS ENTRETIEN

● 48 heures après le drame qui a secoué le port de Bantry en Irlande, une vingtaine de cadavres calcinés et défigurés ont pu être repêchés par les secours. Mais le bilan est désormais établi avec certitude. Plus aucun espoir de retrouver vivant un des membres de l'équipage ou l'un des ouvriers irlandais occupés au pompage de la cargaison du *Bételgeuse* : 50 morts.

Tandis que les premiers experts sont parvenus sur place pour tenter d'élucider les circonstances de l'accident, Giscard faisait parvenir ses condoléances aux familles des victimes du 25^e accident qui survient au terminal pétrolier de Bantry. Un accident imprévisible ? Rien n'est moins sûr...

La petite ville de Bantry et l'îlot de Widdhy qui accueille le terminal pétrolier de la Gulf-Oil, multinationale américaine, était toujours dans la journée de mardi survolées par un énorme nuage de fumée noire, les enveloppant comme un linceul, symbole du deuil et de la colère qui secouent leurs habitants. Non, ils n'en voulaient pas de ce stock d'hydrocarbures, avec ses cuves alignées comme les tombes d'un cimetière. Ils n'en voulaient pas, par crainte des accidents qui n'ont pas manqué depuis onze ans qu'existe ce dépôt, première atteinte, en son édification même, à l'équilibre écologique et à la beauté réputée de cette partie de la côte.

Malgré les multiples protestations recensées à l'époque de son installation, la Gulf avait pu en obtenir l'autorisation, faisant miroiter les royalties que pourrait en tirer l'économie régionale. Il faudra plusieurs accidents et la pression des habitants pour contraindre la société américaine à prendre un minimum de mesures de sécurité pour éviter des pollutions répétées du rivage. En octobre 1974, c'étaient 2 500 tonnes de pétrole brut qui se retrouvaient à la mer ; en janvier 1975, un autre pétrolier y déversait aussi sa cargaison...

25 ACCIDENTS ONT AINSI ÉTÉ RECENSES A BANTRY

Le reste du chargement de ce qui était le *Bételgeuse* continue de brûler,

14 000 tonnes sont ainsi parties en fumée. Alors que la population locale souhaite que tout le pétrole brûle totalement pour éviter une pollution marine qui pourrait être catastrophique pour l'environnement, des experts de la Gulf sont arrivés sur place pour tenter d'éteindre le sinistre.

Quant au gouvernement irlandais et à son Premier ministre, Lynch, qui avait promis de fermer le terminal de Bantry au prochain accident, il se réfugie dans le silence, prétextant les conclusions de la commission d'enquête qui vient d'être mise sur pied. Une enquête qui risque fort de traîner en longueur, d'une part du fait qu'il n'y a plus de témoins directs de la catastrophe, mais aussi parce que les responsables ne sont certainement pas pressés de faire connaître la vérité, qui pourrait les compromettre.

EN 1977, DES FUITES...

Au siège de la société propriétaire du *Bételgeuse*, la Compagnie navale des Pétroles, qui a fusionné récemment avec l'Oxnavi, un directeur technique, responsable de la sécurité, se défend qu'il y ait eu quelque chose «qui ne soit pas conforme à la plus grande rigueur et de la plus grande garantie de qualité et d'entretien du navire», «ou alors je suis un voyou» conclut-il, laissant aux marins «la responsabilité de leur version». Dans notre édition d'hier, nous signalions en effet que des marins, qui appartiennent à tour de



rôle de l'équipage du *Bételgeuse*, avaient déclaré que la direction «a tendance à tirer sur l'entretien». En février 1977, le pétrolier qui n'est plus aujourd'hui qu'une carcasse fumante, avait dû payer une amende aux autorités américaines lors d'une escale à Philadelphie, pour avoir réparé trop sommairement des fuites de tuyauteries. Les normes américaines sont-elles plus poussées que les françaises ? Dans ce cas, celles-ci peuvent être améliorées... Et que signifient les réparations tous les 16 ou 18 mois auxquelles était soumis le *Bételgeuse* ?

INCENDIE SUR LE PONT

Plusieurs témoins relatent également qu'ils auraient vu des membres de l'équipage sauter à la mer après s'être munis de gilets de sauvetage. Peu après, c'était la terrible explosion qui ne laissait aucune chance aux marins, et embrasait la baie de Bantry...

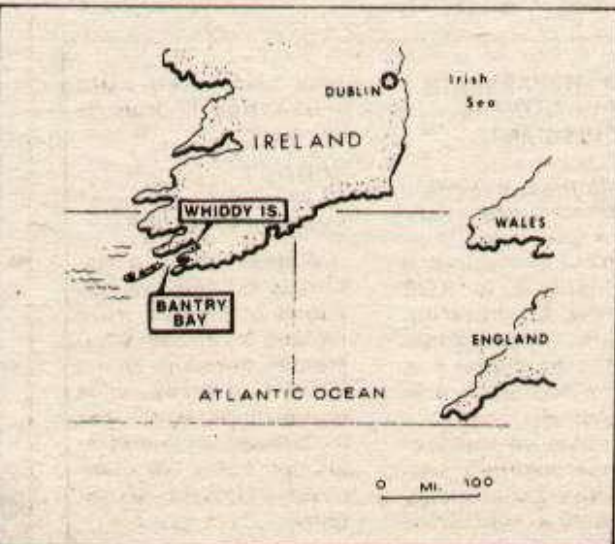
On est loin de la version

de l'étincelle déclenchée par l'électricité statique, étincelle qui serait imparable. Et cet incendie sur le pont d'où n'émergent que les tuyaux nécessaires aux transvasements, ne serait-il pas à rapprocher de fuites telles celles qui ont pu être constatées à Philadelphie ? La rapidité d'intervention des équipes à terre, en coupant immédiatement l'arrivée du brut au terminal, a certainement permis une plus grande catastrophe si le feu avait atteint le stock d'un million de tonnes...

Les autorités et les compagnies pétrolières invoquent à nouveau la fatalité, et ne semblent pas disposées à ce que la vérité soit rendue publique. Ils comptent sur le temps pour faire oublier la tragédie.

Les 50 morts, il est vrai, sont bien peu pour les profits des trusts pétroliers.

Pierre CHÂTEL



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

NOUVELLES RÉACTIONS A L'AGRESSION VIETNAMIENNE

YUGOSLAVIE

Lundi, le journal yougoslave *Borba* écrivait au sujet de l'invasion du Kampuchéa par le Vietnam : «Hanoï n'a pas dissimulé son soutien au soi-disant FUNSK et Moscou n'a pas caché lui non plus son appui à Hanoï». Tout en admettant l'existence d'une opposition au gouvernement de Pol Pot, *Borba* poursuivait : «Il est pourtant difficile de convaincre les gens de ce qu'une telle clique ou un tel mouvement soit à même de posséder, un mois seulement après sa fondation, des avions, des chars, des blindés, des postes de TSF et d'autres équipements. Hanoï rencontrera des difficultés pour trouver du soutien s'il décide de résoudre par la force ses problèmes avec ses voisins et surtout si cela fait partie

de son plan visant à jouer un nouveau rôle en Indochine».

La prise de position yougoslave est particulièrement importante puisque la Yougoslavie joue un rôle dirigeant dans le mouvement des non-alignés. Si hanouk, co-fondateur avec Tito du mouvement des non-alignés, a envoyé un message au président yougoslave pour lui demander son soutien afin d'obtenir une condamnation du Vietnam par l'ONU et son exclusion des non-alignés.

CHINE

Le commentateur du *Renmin Ribao* écrivait après la prise de Phnom Penh : «La prise de Phnom Penh, au lieu de confirmer la puissance de l'agresseur, ne révèle que les difficultés

intérieures et extérieures et l'isolement extrême des autorités vietnamiennes, difficultés et isolement causés par leur politique d'agression au Kampuchéa et d'opposition à la Chine et qui les pousse dans une aventure militaire qu'est la prise rapide de Phnom Penh pour redresser une situation qui leur est bien défavorable... Que le Vietnam se soit emparé de Phnom Penh n'est pas la fin, mais le début de la guerre. En occupant la capitale du Kampuchéa démocratique, le Vietnam s'est donné un fardeau de plus, alors que le peuple kampuchéen, quant à lui, a toujours les coudées franches dans une résistance sur le large territoire national. Pour une guerre menée par un pays petit ou faible contre l'agression, l'issue ne dépend pas de la perte d'une ville ou

d'une région, mais de la mobilisation et de l'unité de tout son peuple...».

THAILANDE

Dimanche le vice-premier ministre thaïlandais déclarait : «L'administration Pol Pot est le gouvernement légal du Kampuchéa... L'invasion du Kampuchéa vise à matérialiser le rêve de Hanoï pour la fondation d'une fédération indochinoise. Après cela, il est possible que Hanoï menace la Thaïlande».

SUEDE

A Stockholm, une manifestation regroupant une centaine de personnes a eu lieu lundi soir pour protester contre l'invasion vietnamienne à l'initiative de l'association Suède-Kampuchéa.

La position du Quai d'Orsay

Le Quai d'Orsay a publié une prise de position tardive, après la prise de Phnom Penh. Le gouvernement français déclare notamment : «Dès le 2 janvier, le gouvernement français avait publiquement mis en garde contre les graves dangers qu'allait entraîner la reprise des combats, dans une région du Sud-Est asiatique particulièrement sensible... La France appuiera les efforts qui seront faits pour aboutir à une solution conforme au droit international et à la charte des Nations Unies, à l'intérêt véritable de tous les pays et à l'équilibre global en Asie. Cette solution implique l'existence d'un Cambodge réellement démocratique et souverain».

Cette prise de position, si elle comporte des aspects positifs, a l'inconvénient d'arriver après coup. Surtout en soutenant le principe de la souveraineté du Kampuchéa, elle s'abstient soigneusement de désigner les res-

pensables de l'agression, le Vietnam et l'URSS. Cette politique hésitante à l'égard de la politique du social-impérialisme et des expansionnistes vietnamiens s'était déjà illustrée par l'attitude de Giscard, l'année dernière. Celui-ci avait à plusieurs reprises reporté son voyage au Vietnam, pour éviter de le faire au moment où Hanoï agresseait déjà le Kampuchéa. Mais le gouvernement français, craignant qu'un trop lourd retard ne soit interprété comme un désaveu à l'égard des dirigeants vietnamiens, Guiringaud avait finalement effectué son voyage à la fin de l'été.

Giscard, qui s'est toujours refusé à établir des relations diplomatiques avec Phnom Penh depuis la libération du Kampuchéa, s'affirme donc incapable d'adopter une attitude conséquente à l'égard de la politique d'agression du Vietnam et de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est.

Dans une interview à France-Inter

LE GOUVERNEMENT BAKHTIAR SUR LA CORDE RAIDE

●Après la journée de lundi qui a constitué la première épreuve de force pour le gouvernement de Bakhtiar, de nouvelles difficultés se présentent à lui. A peine constitué, le nouveau gouvernement n'a pu recevoir le vote d'investiture du Parlement, le général Djani, nommé ministre de la défense a déjà refusé le poste qu'on lui proposait. Même si Bakhtiar réussit à trouver un autre ministre de la Défense, il pourrait lui manquer des voix au Parlement car les députés favorables à un régime fort se montrent réticents à la levée de la censure sur la presse. Bakhtiar doit faire face à l'opposition

Bakhtiar, nouveau Premier ministre désigné par le Shah, s'est montré confiant dans la tâche qui l'attend, certain du départ du Shah qu'il a annoncé comme «un fait presque accompli». Il n'a pu néanmoins convaincre les auditeurs et les journalistes qui l'interrogeaient qu'il lui restait quelques chances de succès là où ses prédécesseurs ont échoué face au mouvement populaire. Néanmoins, tout en réaffirmant la fidélité de l'armée qui, selon lui, n'a pas bougé «contre les intérêts nationaux» et qu'il affirme avoir bien en main, il a dû reconnaître les difficultés auxquelles il doit faire face aujourd'hui, qualifiant son gouvernement de «gouvernement de la dernière chance». A un journaliste qui évoquait la possibilité d'un refus du Parlement d'avaliser son gouvernement, Bakhtiar, tout en indiquant qu'il s'inclinerait devant une telle décision, a précisé que les conséquences d'un tel acte seraient «inimaginables». A un journaliste qui lui indiquait la présence à Téhéran de l'adjoint au commandant en chef de

qui l'a condamnée unanimement ; il est également critiqué par les durs du régime, d'où la fragilité de son gouvernement. D'autre part, il semble que les États-Unis, sachant que la seule chance pour Bakhtiar, qu'ils soutiennent, de durer, réside dans le départ du Shah, font désormais pression pour obtenir son départ. Dans une interview réalisée par France-Inter mardi soir, le nouveau Premier ministre a répondu sans convaincre aux questions des journalistes qui l'interrogeaient sur ses chances de réussir.

juger, y compris par un tribunal spécial, tous les gens qui ont torturé et détourné les fonds publics, y incluant également l'ancien ministre Hoveyda actuellement en prison. Conscient du prestige du chef de l'opposition religieuse, Bakhtiar s'est cru obligé d'exprimer tout le respect qu'il a pour l'Ayatollah Khomeiny, tout en déclarant que ce dernier «est aussi mal entouré que le Shah». A l'appui de sa thèse sur le «complot communiste» responsable de la situation en Iran, le

nouveau Premier ministre a cité l'arrestation mardi à Téhéran de 200 Afghans qui auraient introduit des armes en Iran.

Même si le Shah, lâché par les Américains, se décide enfin à partir, Bakhtiar sait que le mouvement populaire ne saurait se satisfaire des réformes qu'il propose. Cette dernière tentative du régime pour se maintenir est condamnée à l'échec comme les précédentes.

Frank ROUSSEL

URSS : REPRESSION ACCURUE CONTRE LES DISSIDENTS

La femme d'Alexandre Guinzbourg, condamné en juillet dernier, a été convoquée le 8 janvier par le KGB pour une affaire d'imprimerie clandestine. André Sakharov a adressé une lettre à la direction du camp de prisonniers de Sosnovka où il exprime l'inquiétude des familles de détenus, qui sont

sans nouvelles des leurs depuis le mois de novembre.

TCHAD : LE FROLINAT EVACUE ARADAT

D'après la radio nationale tchadienne, les Forces armées du Nord ralliées à l'armée tchadienne avaient repris la ville d'Arada, ville tenue auparavant par le Frolinat qui contrôlait les voies de communication de la région.

● Italie : ingérences soviétiques

Comme elle l'avait déjà fait vis-à-vis de la Grande Bretagne, l'URSS a adressé une mise en garde au président du Conseil italien Giulio Andreotti afin qu'il ne vienne pas «renforcer militairement la Chine». C'est ce que révèle un journal italien. Ainsi l'URSS multiplie les menaces aux pays qui décident de vendre du matériel militaire à la Chine, s'ingérant ainsi impunément dans les affaires intérieures des pays concernés. Pour mieux masquer ses guerres d'agression en Erythrée et au Cambodge, l'URSS voudrait faire croire que c'est la Chine qui menace les peuples, alors qu'elle ne fait que renforcer ses moyens de défense face au social-impérialisme soviétique.

● France-Irak : visite officielle du vice-président irakien

Le vice-président de la République d'Irak accompagné des ministres des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Information et de l'Agriculture sera à Paris pour une visite officielle de 3 jours du 9 au 11 janvier. Les projets de coopération discutés par les deux pays porteront sur les télécommunications ainsi que sur la construction de centrales nucléaires en Irak. A cet effet, le vice-président irakien visitera mercredi l'usine Framatome (installations atomiques) à Chalon-sur-Saône.

● Pérou : grève générale

La grève générale lancée par la Confédération Générale des Travailleurs Péruviens et soutenue par l'ensemble des syndicats et des partis de gauche sera une épreuve de force entre le peuple péruvien et le régime du général Bermudez. Le mouvement de protestation des 9, 10 et 11 janvier ne sera pas freiné par l'état d'urgence décrété par le gouvernement péruvien. Malgré les centaines de responsables syndicaux arrêtés durant ces derniers jours, la suspension des libertés démocratiques et la menace de tirer à vue sur les manifestants, on s'attend à Lima et dans les autres villes du pays à un succès de la grève générale.

ESPAGNE : GREVE DES MINEURS DES ASTURIES

Lundi, les 24 000 mineurs des Asturies re-

présentant 32 mines étaient en grève pour obtenir le paiement de leur salaire de décembre.

Interview d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France

«NOTRE PEUPLE A CONSERVÉ SES FORCES POUR POUVOIR ABATTRE LES AGRESSEURS AU MOMENT OPPORTUN»

● Nous publions ci-dessous l'interview qu'a bien voulu nous accorder un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France.

Cette interview a été réalisée en commun par L'Humanité rouge et Le Quotidien du Peuple.

D'abord, le Comité des patriotes du Kampuchéa en France vous remercie de votre soutien à la lutte du peuple du Kampuchéa, aussi bien pendant la lutte de libération que dans cette étape de la défense de l'indépendance nationale et de l'édification du socialisme, en particulier en ce moment où les Vietnamiens aidés par les expansionnistes internationaux soviétiques ont agressé et occupé le territoire du Kampuchéa.

▷ — **Quels sont les buts poursuivis par l'agresseur vietnamien ?**

— L'agression est due à l'ambition hégémoniste expansionniste du Vietnam qui veut dominer et créer la Fédération indochinoise. Il voudrait mettre les trois pays, le Vietnam, le Laos et le Kampuchéa sous sa domination. Sa politique antérieure a toujours servi ce but, principalement depuis 1975, quand il cherchait à occuper nos territoires et les îles de Kor Vay, tout de suite après la libération et surtout quand il a lancé sa première invasion d'envergure à la fin de 1977, début 1978.

Malgré leur première défaite, les dirigeants vietnamiens ont conservé leur ambition de dominer le Kampuchéa et le Laos. Comme le Kampuchéa a toujours voulu garder son indépendance, c'est un obstacle pour l'expansionnisme vietnamien.

Actuellement, les Vietnamiens ont envoyé des troupes, des centaines de milliers de leurs troupes appuyées par des tanks, de l'artillerie et de l'aviation : ils ont bombardé sauvagement le Kampuchéa, détruit des villes, des villages, faisant de nombreuses victimes parmi la population. Tous les observateurs sont au courant des activités du Vietnam et de la grande puissance internationale soviétique.

▷ — **Quels sont les faits qui laissent penser que l'URSS est derrière le Vietnam ?**

— Depuis des mois, l'Union soviétique organise des ponts aériens navals, pour amener du matériel militaire ultra-moderne

en quantité énorme dans le but d'agresser le Kampuchéa. Elle a envoyé en même temps des milliers de conseillers soviétiques, cubains et de pays du Pacte de Varsovie.

Quand nous voyons les problèmes du Vietnam, les difficultés énormes qu'il a à l'intérieur du pays, dans tous les domaines, politique, économique, militaire, financier, quand on voit qu'il y a la famine, qu'il y a du mécontentement et des soulèvements partout, qu'il y a des milliers de réfugiés qui quittent le Vietnam tous les mois, on comprend que le Vietnam n'a pas la moyens d'agresser seul le Kampuchéa. C'est avec l'aide intensive de la grande puissance expansionniste soviétique que le Vietnam a agressé le Kampuchéa.

Chacun sait que le Vietnam a adhéré au COMECON, a signé un traité d'amitié avec l'URSS.

▷ — **Quelle était l'attitude de l'URSS pendant la guerre de libération du peuple du Kampuchéa ?**

— L'attitude de l'Union soviétique à l'égard du peuple du Kampuchéa est connue d'une partie de l'opinion publique. Pendant la période de la lutte de libération nationale, l'URSS s'est toujours tenue du côté des impérialistes américains et de la clique traîtresse de Lon Nol, elle a collaboré étroitement avec cette clique.

L'URSS a toujours conservé des relations diplomatiques étroites avec Lon Nol et elle a aidé Lon Nol jusqu'à la fin. Elle a même cherché des partisans pour combattre la révolution au Kampuchéa.

L'attitude actuelle de l'URSS n'étonne pas le peuple du Kampuchéa et l'opinion publique, qui connaissent déjà sa position passée sur le problème du Kampuchéa et d'autres problèmes dans le monde. Les expansionnistes soviétiques avec leur stratégie pour dominer le monde, cherchent à avoir des pions dans les différentes parties du monde. Avec le traité soviéto-vietnamien, ils ont fait du Vietnam le Cuba de l'Asie.

▷ — **Que représente le «FUNSK» ?**

— Pour pouvoir agresser le Kampuchéa, l'Union soviétique et le Vietnam ont créé une organisation fantôme avec un nom khmer : un soi-disant «front-uni pour le salut national du Kampuchéa». Ce front regroupe quelques fantoches, des valets des Vietnamiens. Le Vietnam et l'Union soviétique ont créé ce front dans le but de cacher leur agression au Kampuchéa.

Ce front a été créé il y a quelques semaines seulement. Or, le monde entier, l'opinion internationale, tous les observateurs savent que l'agression actuelle contre le Kampuchéa a été menée à l'aide d'une quantité énorme de matériel militaire de toutes sortes, des avions améri-

▷ — **On a parlé de nombreux bombardements, qu'en est-il ?**

— Pendant l'agression, les Vietnamiens ont utilisé tous leurs moyens avec l'aide des Russes. Selon nos informations, il y a par exemple, des pilotes russes, qui conduisent des Migs pour bombarder le Kampuchéa. Ces bombardements sur la population du Kampuchéa sont intensifs et causent énormément de pertes en vies humaines et en biens matériels de notre peuple.

Toutes les villes le long de la route N° 7 jusqu'à Kompong Cham et aussi dans la région de Kratié ont été bombardées. La ville de Neak Luon, par exemple, est complètement rasée. Il y a beaucoup de villes qui sont complètement rasées par l'aviation vietnamienne.



Des patriotes du Kampuchéa, ayant saisi des armes vietnamiennes à Takeo en mars 78.

cains pris en 1975, et des avions soviétiques, des Mig 19, des Mig 21 et d'autres encore ainsi que des centaines et des milliers de tanks. Le front créé il y a à peine quelques semaines ne peut pas posséder tout cet équipement là ni toutes ces troupes. Il n'a pas de troupes. Il n'y a qu'une poignée d'individus du Kampuchéa et de Vietnamiens qui se font passer pour des troupes de ce soi-disant front. En niant toujours leur participation à l'agression du Kampuchéa, connue de tous, l'URSS et le Vietnam montrent bien leur mépris de l'opinion publique.

▷ — **Comme le peuple du Kampuchéa s'était-il préparé à cette agression ?**

— Notre peuple s'était préparé à l'agression de grande envergure du Vietnam et de l'Union soviétique contre notre pays. Notre peuple s'est préparé à la guerre populaire, à la guérilla. Dans la lutte pour s'opposer à l'agression vietnamienne, notre peuple lutte contre l'avance des troupes d'agression et en même temps il préserve le maximum de ses forces pour pouvoir les combattre après.

Nous avons confiance dans la

lutte de notre peuple pour chasser les agresseurs vietnamiens et les fantoches de ce soi-disant front, qui ne sont que des valets des Vietnamiens et sont isolés dans notre peuple.

En ce moment, la lutte de notre peuple est dans une situation difficile, mais nous sommes sûrs qu'elle se développera jusqu'à l'écrasement des forces d'agression.

Le fait que les troupes vietnamiennes occupent les villes et les axes ne signifie pas que les agresseurs contrôlent le Kampuchéa, parce que les villes ou la capitale ne sont pas des points stratégiques. L'organisation de la société du Kampuchéa permet à notre peuple de lutter n'importe où. En comptant sur ses propres forces, il peut organiser la lutte dans tous les secteurs, régions, districts, pour pouvoir s'opposer à cette agression. D'ailleurs d'après les observateurs ou même d'après Hanoï, quand les Vietnamiens rentrent dans une ville, à Phnom Penh ou ailleurs, il n'y a pas de forces de l'armée révolutionnaire du Kampuchéa. Ils n'ont pas pu capturer ni massacrer ces forces. Et dans leur appel même, ils demandent à la population de dénoncer les combattants de l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa, de les signaler. Cela signifie que notre peuple et l'armée révolutionnaire ont conservé leurs forces pour pouvoir abattre les agresseurs au moment opportun.

▷ — **Quelle est la mission du prince Sihanouk à l'ONU ?**

— Selon nos informations, nous savons que le prince Sihanouk va à l'ONU pour défendre le Kampuchéa. C'est un patriote que notre peuple, le Parti communiste respectent toujours et qui va à l'ONU pour défendre le Kampuchéa et pour montrer à tous les pays et à l'opinion internationale la vraie nature de l'agression vietnamienne aidée par les expansionnistes soviétiques.

Car nous pensons que la lutte du peuple du Kampuchéa pour son indépendance nationale, pour défendre son intégrité territoriale a aussi pour but de défendre la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde.

SIHANOUK A L'ONU POUR DENONCER L'AGRESSION VIETNAMIENNE

Norodom Sihanouk est arrivé mardi à New-York où il vient dénoncer devant l'ONU l'agression vietnamienne perpétrée contre le Cambodge. Il a indiqué que la lutte sur le terrain se poursuit contre les envahisseurs étrangers.

Les pays membres de l'ASEAN (association des pays du Sud-Est asiatique comprenant notamment la Thaïlande, l'Indonésie, la

Malaisie...) ont publié mardi une déclaration en cinq points dans laquelle ils expriment leur indignation et dénoncent la politique d'agression du Vietnam. Ces pays ont annoncé qu'ils soutiennent le combat que mène Norodom Sihanouk devant les Nations Unies.

Les agresseurs vietnamiens ont trouvé en France d'ardents défenseurs de

leur politique d'expansion et de domination. Le PCF, cite dans l'Humanité, presque mot à mot, les bulletins élaborés à Hanoï et diffusés à partir du Cambodge. Il n'est évidemment jamais question tout au long des colonnes de ce journal du formidable arsenal que le régime vietnamien a mis sur pieds pour attaquer le Cambodge, pour l'assujettir à son projet de fédération indochi-

noise étroitement contrôlée par Hanoï, le tout en étroite coordination avec Moscou. L'Humanité cite abondamment les déclarations et communiqués du soi-disant «nouveau pouvoir» mis sur pieds par les chars vietnamiens.

Moscou s'est empressé d'applaudir bruyamment et de reconnaître «le nouveau régime». Il semble que dans un premier

temps, la manœuvre consisterait à empêcher les représentants authentiques du Cambodge de se faire entendre à l'ONU. Les satellites se sont vite empressés d'imiter Moscou.

Ainsi, dès mardi, la RDA, l'administration mise en place au Laos par Hanoï ont officiellement apporté leur soutien à l'agression vietnamienne.

Hanoï s'est réjoui un peu

vite car l'armée vietnamienne est très loin de contrôler tout le Cambodge. Dans l'Ouest et le Nord-Ouest du pays, des divisions de l'armée cambodgienne s'opposent aux chars et aux Migs vietnamiens. Deux avions vietnamiens ont également bombardé un poste thaïlandais à cinq kilomètres au-delà de la frontière.



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

VIVRE AUTREMENT

Par Nicolas GUILLOT

«Changer la Ville», «Vivre mieux», «Charte de la qualité de la vie»... le cadre de notre vie est l'objet des préoccupations empressées des politiciens bourgeois de droite et de gauche. Et on sait ce qu'ils nous réservent. Ce sont, par exemple, les ZUP des années 60, dans lesquelles beaucoup d'entre nous sont condamnés à vivre : voilà l'urbanisme réservé aux travailleurs pour de nombreuses années encore, tant qu'elles tiendront debout.

Il est possible de vivre autrement. Dans certains pays, à certaines époques, les travailleurs, après avoir pris le pouvoir, se sont occupés d'organiser eux-mêmes leur propre cadre de vie, de confronter leur volonté de mener une autre vie, dans un autre cadre, avec la nécessité de résoudre des problèmes urgents, immédiatement. C'était hier l'Union Soviétique des années 20, c'est aujourd'hui la Chine populaire.

CHINE 1978

En parcourant la campagne chinoise, on rencontre beaucoup de ces maisonnettes basses, sans étage, prolongées d'une petite courette entourée de murs. 3 ou 4 pièces donnent toutes directement sur la courette. Dans cette courette, quelques légumes, et quand il fait beau, c'est l'endroit où vit la famille.

C'est en s'inspirant de cet habitat traditionnel qu'on a été conçues, dans les années suivant la Libération, les premières maisons neuves des villes chinoises. Pas d'étage, la même courette. Et souvent, plusieurs maisonnettes donnent sur cette même courette qui devient le lieu privilégié de la vie collective. On s'y rencontre en rentrant du travail, on y discute, on y prépare les repas, c'est là que jouent les enfants de l'îlot sous la surveillance d'une ou deux grand-mères...

Mais les besoins de logement étaient immenses, souvent plusieurs familles étaient obligées de vivre dans le même logement, les normes de surfaces trop petites, les équipements insuffisants. Il fallait bâtir beaucoup de nouveaux logements, et les



Maison paysanne

constructeurs chinois se sont trouvés, paradoxalement, confrontés au même problème que les urbanistes français : le manque de terrains à bâtir. Mais les causes n'en sont pas les mêmes : en France, il s'agit de la spéculation sur les prix des terrains ; en Chine où le terrain appartient à la collectivité, la pénurie de terrain vient d'une volonté délibérée de ne pas étendre les villes sur les terres périphériques réservées aux cultures maraîchères. Il a donc fallu choisir de monter les immeubles sur plusieurs étages. La plupart du temps, sauf dans certaines villes comme Shanghai où le problème de la place est crucial, le choix a été fait de ne pas dépasser 4 niveaux et de préserver des espaces verts au pied des immeubles.

Cité ouvrière à Nanyuan (1973)



URSS 1920

Union soviétique, la Révolution d'Octobre vient tout juste d'être victorieuse. Les problèmes de l'heure sont immenses : tout est à construire et l'ennemi, les blancs et les puissances impérialistes, sont à l'intérieur même du pays. Le cadre de vie que lèguent les tsars, ce sont les immenses bidonvilles qui s'étendent aux portes des villes ou les huttes grises et boueuses de la campagne russe.

Dès les premières années de la Révolution, pourtant en pleine guerre civile, un large débat s'instaure : quel type de logement, quel type de ville pour la future société socialiste faut-il construire dès aujourd'hui ? Des idées nouvelles, diverses, parfois contradictoires s'affrontent, et en même temps, il faut construire vite pour loger les centaines de milliers d'ouvriers d'aujourd'hui à la rue.



Chaque usine doit posséder son Club Ouvrier. C'est le lieu où s'organise la vie collective de l'usine et où se forment les prolétaires de la société future, souvent illettrés, qui y apprennent à lire, y découvrent le journal, le cinéma...

«A la place de plans prévoyant l'extension infinie des villes existantes..., nous devons dresser les plans d'une décentralisation progressive des villes existantes, que l'on peut organiser par la création tout autour d'elles... de nouvelles agglomérations de type socialiste dans lesquelles devront être édifiées toutes les nouvelles entreprises industrielles liées, d'une manière ou d'une autre, à l'étape actuelle avec les grandes villes existantes. Ces agglomérations socialistes doivent en même temps constituer les centres d'importantes entreprises agricoles créés par le moyen de la collectivisation». (Sabsovitch, sociologue, 1930)

Pour la première fois apparaît l'idée, aujourd'hui banale, que

Projet pour la ville de Magnitogorsk : habitat, usines, agriculture (1930).



leur cadre de vie est l'affaire des masses elles-mêmes. : «Pour nous, le but n'est pas d'exécuter une commande en tant que telle, mais de travailler en commun, avec le prolétariat, la participation aux tâches de l'édification d'une vie nouvelle, d'un mode de vie nouveau» disent les jeunes architectes soviétiques.

Comment construire à la fois pour ceux qui habiteront demain, les hommes et les femmes de la future société socialiste, débarrassées des mœurs et habitudes de la vie ancienne, l'individualisme, l'assujettissement de la femme au foyer, et pour ceux qui occuperont ces logements tout de suite, encore soumis aux idées de l'ancienne société ? C'est ce qui ressort du débat sur les Maisons communes où, à côté du logement, les bâtisseurs prévoient tous les services collectifs, équipes de ménage, ateliers de préparation des repas, garderies pour les enfants...



Maison commune à Moscou (1928)

Maisons communes

«Le devoir de la pensée technique, le devoir des architectes est de se pénétrer de la nouvelle demande en matière de logement et de livrer le plus rapidement possible le projet d'un immeuble avec des services collectivisés qui, à partir du soi-disant foyer domestique dans son état actuel : une cellule étroite, triste et souvent pénible particulièrement pour les femmes, le transformera en un lieu d'agréable et de libre repos. La vie nouvelle exige des formes nouvelles.

L'ouvrier ne veut pas que sa mère, sa femme ou sa sœur soit une nourrice, une blanchisseuse ou une ravaudeuse sans limite de temps : il ne veut pas que les enfants l'empêchent lui-même et encore moins leur mère d'utiliser ses heures de repos pour un travail militant, pour des loisirs intellectuels ou physiques». (Programme du concours du Soviet de Moscou pour un projet de Maison-Commune (1926).

«Il ne s'agit pas de faire des blanchisseries pour 25 000 personnes, des réfectoires pour des milliers, il faut des petits équipements, petits par leur taille, par leur rayon de service, par leur prix de construction. Alors, dans ces réfectoires, il sera possible de dîner sans bruit, sans cohue, par petits groupes, c'est ça un collectif... Il ne s'agit pas de condamner les enfants à une vie peu enviable dans un internat, mais qu'ils vivent à proximité des adultes, qu'ils ne soient pas tenus à l'écart de la vie publique des grands, qu'ils y participent, par exemple dans des locaux répartis entre les logements des adultes... (revue «Architecture soviétique contemporaine» - 1930).

PTT, centre Austerlitz : 2^e journée de grève assez suivie

LE TON MONTE

● L'unité du personnel reste à faire

La 2^e journée au centre de tri Austerlitz a été suivie par la moitié du centre environ, avec cependant de fortes inégalités selon les services, certains ne débrayant qu'à 30 %, d'autres atteignant 90 à 100 %.

Le directeur du Centre, si intransigeant la veille, a enfin reçu une délégation syndicale. «L'ouverture» des négociations si attendue par les postiers qui en ont assez de l'intransigeance de l'administration, s'est rapidement mise à l'heure de l'ouverture giscardienne : au lieu de négocier, d'accepter de discuter du retrait de toutes les sanctions, voilà que le directeur n'a rien trouvé de mieux que d'en annoncer de nouvelles, notamment un responsable de la CFDT, Larbi, à qui on reproche d'avoir pris la parole au moment de l'affaire Taubmann. Lorsque la délégation sortit, il était 20 heures et les grévistes qui avaient attendu dans la gadoue depuis 15 heures reçurent cette nouvelle comme une provocation de l'administration. L'AG qui s'est immédiatement tenue sur le tas a alors vu le ton monter. Les grévistes décidèrent de passer dans tout le Centre pour appeler à débrayer et de tenir la suite de l'assemblée générale en PAE. Ce qui ne s'était pas fait depuis 1974.

Comment juger aujourd'hui de la riposte apportée à l'administration dont



l'objectif rappelé par le Secrétaire CGT du Centre est de «décapiter les sections syndicales d'abord pour mieux faire régner un climat de mise au pas ensuite» ?

D'un côté donc, le ton monte, l'idée de durcir l'action était souvent discutée mardi après-midi dans les piquets de grève. Mais de l'autre, il faut se rendre à l'évidence : la grève n'a pas décidé en masse les gars du Centre. Question d'argent ? de méfiance envers les syndicats (c'est la troisième grève en moins de trois mois) ? En fait c'est un peu tout ça qui explique qu'une faible moitié du Centre est entrée en grève. «C'est vrai qu'on n'a pas vu cela depuis 1974 sur le Centre. C'est

important à savoir sinon on passe à côté de la plaque. Mais ça ne nous dit pas ce qu'on va faire».

Les perspectives pour la suite n'apparaissent pas claires. Après le débat de la première assemblée générale sur le durcissement, c'est toujours un peu les mêmes choses qui se disent : «On savait dès le début que la grève ne partirait pas majoritaire. En même temps on veut des résultats effectifs contre les sanctions. Alors il faut que les syndicats prennent leurs responsabilités». D'autres sont moins tranchés mais il est vrai que nombreux sont ceux qui attendent des perspectives claires pour utiliser la force qui s'est mobilisée depuis deux jours déjà.

Ne pas donner ces perspectives, ne risque-t-il pas de renforcer un fort courant anti syndicaliste apparu depuis quelques années et qui n'hésite pas à dire que «si ça patauge, c'est encore un coup des syndicats qui ne veulent pas que cette grève soit plus longue de peur d'être débordés» ?

C'est ce mercredi que beaucoup de choses vont se jouer. Notamment une délégation du Centre devait être reçue à la DSA (direction des Services ambulants) mercredi après-midi. Sera-t-il répondu alors à l'attente du personnel ? En tout cas, les grévistes sont bien décidés : «Il faut en gagner le plus possible à la grève !»

Jean JAULIN

Procès des meurtriers de Lucien Meylon

Les organisateurs se lavent les mains

La seconde journée du procès de Marcel Auvré, meurtrier de Lucien Meylon tué lors d'un concert le 30 septembre 1977 par ce membre du service d'ordre, a vu défiler les témoins de la partie civile et de la défense. Tous les témoignages des amis de Lucien concordent, tous affirment le même déroulement des faits. Du côté des organisateurs, par contre, chacun essaie de se décharger sur l'autre, ou de faire l'innocent. Pascal Bernardin, organisateur du spectacle pour le compte de Peter Gabriel, renvoie au responsable du S.O. La consigne, selon Bernardin, c'était que le S.O. soit «effectué dans de bonnes conditions de façon à ce que l'accueil soit différent de celui que pratiquent d'autres sociétés organisatrices de spectacles». C'est pour le moins réussi... Il s'avè-

re pourtant que l'accusé travaillait tout autant pour les concerts KCP... Quant au chef du S.O., il se lave aussi les mains. «J'avais confiance dans les gens avec qui je travaillais régulièrement», répond-il quand on lui demande si des mesures étaient prises pour vérifier que le S.O. n'était pas armé. En quelque sorte, la mort de Lucien Meylon ne serait qu'un accident, de la seule responsabilité d'Auvré ? Les organisateurs, eux, n'y seraient pour rien. D'ailleurs, ils l'ont licencié, n'est-ce pas. Pourtant à l'évidence, on ne peut faire table rase des conditions mêmes dans lesquelles le S.O. est recruté et organisé, et de l'idéologie véhiculée par les S.O. de ces concerts. C'est contre cela que depuis la mort de Lucien, ses parents et ses amis se sont battus.

● Les O.S. de Flins licenciés en juin, devant les tribunaux

Mardi, le tribunal d'instance de Meulan, près de Flins, dans les Yvelines, examinait dans quelles conditions avaient été licenciés 41 O.S. de Renault, après la grève de mai-juin. Il a mis son jugement en délibéré. Pour la direction de la Régie, les 41 grévistes licenciés (en majorité des immigrés) se seraient rendus coupables de «violences et entraves à la liberté du travail». Mais comme l'ont souligné les avocats des licenciés, il est assez clair que la direction cherche à se venger, après une grève particulièrement déterminée.

● CFEM : 1 000 licenciements en deux ans pour l'oscar de l'exportation

Contrairement à ce que disent les ministres de Barre, des exportations plus nombreuses, plus importantes, ne sont pas forcément une garantie contre les licenciements. C'est en tout cas ce qu'on peut penser, quand on voit l'exemple de la CFEM, Compagnie française d'entreprise métallique. Elle licencie encore 242 personnes, ce qui portera à 1 000 le nombre d'ouvriers qu'elle a jetés au chômage depuis deux ans. Pourtant, les affaires ont l'air de marcher. Les carnets de commande ne désemploient pas, et 80 % du chiffre d'affaire sont réalisés à l'exportation. Une entreprise selon les rêves du patronat... Il faut ajouter que ces licenciements massifs se sont accompagnés d'une baisse du salaire réel, depuis fin 1976.

● Creusot-Loire : journée de grève jeudi

La direction devait annoncer mercredi entre 700 et 800 licenciements à l'usine Marrel de Chateauneuf, dans la Loire, et la mise à la porte de tous les salariés du groupe, âgés de plus de 56 ans et huit mois. Selon les syndicalistes, 4 200 emplois seraient menacés à terme chez Creusot-Loire. Un appel à cesser le travail jeudi a été lancé pour toutes les usines Creusot-Loire du département, pour 24 heures, et avec occupation. Dans les autres usines de la Loire, appel à des débrayages.



Le studio de Radio Citta Futura après le passage de la bande fasciste.

Italie

Agression fasciste contre une Radio libre

Une bande fasciste a attaqué mardi les locaux de Radio Citta Futura à Rome. Il était 10 h, mardi matin, l'heure de l'émission des femmes sur la radio libre romaine. Le sujet à l'ordre du jour était l'avortement et la contraception, sujet actuellement débattu largement en Italie. Nombreux sont les auditeurs de cette radio ce matin-là, où justement des femmes d'un quartier parlaient de ces problèmes qui les préoccupent. Brusquement, en plein milieu d'émission, des hurlements, puis des explosions avant que ne tombe le silence. Le commando fasciste vient de faire irruption dans le studio, mitraillettes au poing : cinq femmes sont

blessées par balle et l'une est brûlée par un cocktail molotov. Avant de s'enfuir, la bande a détruit les installations de la radio.

Cette sauvage agression se situe dans un contexte de recrudescence des exactions fascistes. Il y a quelques jours, des bandes fascistes ont arpenté des quartiers périphériques de la capitale, matraquant «tout ce qui avait l'air de gauche». Par ailleurs, une librairie a été détruite par un incendie criminel revendiqué par les fascistes.

Peu de temps après l'attentat contre Citta Futura, des fascistes le revendiquaient en téléphonant à un journal de droite.